

VALEURS ACTUELLES

"IL N'EST DE RICHESSE QUE D'HOMMES." JEAN BODIN

PLACEMENTS
Les prévisions des gérants

DROITE-GAUCHE
Les révélations de l'année

COMMERÇANTS EN PÉRIL
Le carnet de Jean-Pax Méfret

Jésus

Mystère

Histoire

Lumière

SUPPLÉMENT NOËL

52 PAGES

DOM : 5,20 € - BELGIQUE : 4,40 € - ALLEMAGNE :
5 € - SUISSE : 6,20 FS - MAROC : 49 DH - TUNISIE :
4,7 DT - ZONE CFA : 3000 CFA - CANADA : 5,99 DC

M 02810 - 4021 - F: 3,90 €





Petits commerces : la révolte fiscale ou la mort !

Grand reportage

Les commerçants et artisans n'en peuvent plus d'être pris pour des vaches à lait fiscales. L'enjeu, c'est la survie de nos communes et d'un certain art de vivre. Avec de possibles conséquences politiques, comme en 1956.

Au milieu des décorations de Noël, dans cette commune au bord de la Durance, une affiche noire endeuille la vitrine du chocolatier. Un mot se détache en lettres blanches : "Sacrifié". La boutique est déserte. À la tombée du jour, les guirlandes lumineuses clignotent comme des appels de détresse dans la rue principale, où plusieurs magasins ont définitivement baissé leur rideau. D'autres s'y préparent, comme l'indiquent les avis de liquidation judiciaire apposés sur les façades. Sinistre. La grave crise qui affecte le monde de l'artisanat et du commerce de proximité touche le cœur des petites villes. Principalement celles qui sont encerclées par des centres commerciaux, qui aspirent littéralement les consommateurs à grands coups de tornades promotionnelles tout en leur offrant un choix de produits et de facilités – de parking, notamment – qu'ils ne trouvent plus dans leurs quartiers.

« On ne peut rien y faire », regrette René, un petit homme à casquette accoudé au zinc du bar PMU, lieu de rencontre des laissés-pour-compte d'une société en mutation. Il calme sa toux sèche d'une gorgée de

Plus de cordonnier, plus de serrurier : en même temps que les commerces, c'est tout une vie sociale qui disparaît.

pastis, regarde mes chaussures puis les siennes qu'il pointe du doigt avec fierté. « Quand je les ai fait ressembler, celles-là, dit-il, il m'a fallu aller dans la galerie commerciale, à la sortie de la ville. Parce qu'ici : macache ! Fini ! Y a plus de cordonnier, y a plus de serrurier... Et bientôt, y aura plus rien ! Peut-être même plus de boulangerie. Même le pain est soldé tellement les affaires vont mal ! On vous donne trois baguettes pour le prix de deux. Ça fait peine, croyez-moi. Mais c'est comme ça, maintenant. Tout se passe là-bas, dans les bunkers des grandes surfaces. Bien sûr, il y a plus de choix et c'est moins cher. Mais elle est où la vie ? Le collègue qu'on croisait chez le boucher, la petite vieille qui vendait ses légumes, le gamin qui achetait ses Carambar ? C'est loin tout ça ! Les commerçants ne font plus de chiffre. Ils vivent, s'accrochent encore un peu, puis ils baissent les bras et s'en vont voir ailleurs. J'ai fait la même chose, moi. Ça a duré plus longtemps, mais j'ai



MARION RUSZNEWSKI/ANP - COLLECTION PARTICULIÈRE

tiré le rideau en début d'année. J'ai mis un terme à une longue vie de boulot sans RTT, ni treizième mois, ni prime de fin d'année ou de départ en retraite.»

Il était menuisier-ébéniste, un « savoir-faire du beau et de l'utile » acquis auprès de son père en même temps qu'il se préparait au certificat d'études. Quarante ans à manier le ciseau à bois en respirant la sciure ! Il est allé jusqu'au bout de ses forces. Les charges en plus et les aides en moins l'ont obligé à se séparer de son dernier apprenti.

« À une époque, j'en ai eu jusqu'à trois ! Je les ai formés sur la planche, en leur inculquant le métier. Sans me vanter, c'était autre chose que les cours dans les ateliers des écoles. Pas du travail bâclé, du travail bien

fait ! En janvier de cette année, mes revenus sont devenus inexistantes et mes doigts moins agiles, j'ai dit stop ! J'ai bazardé mes machines et voilà. »

L'homme s'est enfermé dans la solitude. Il vivote d'une maigre retraite, devant sa télé, dans son petit appartement chauffé par un poêle à bois. Il lit aussi. Pour survivre, il "rend service", rabote une porte, équilibre une fenêtre, répare un parquet. Un peu de travail au noir pour améliorer son quotidien. La pratique va reprendre avec l'augmentation de la TVA. Le client préférera régler sans facture, à ses risques et périls, plutôt qu'alourdir sa note de 10 % supplémentaires.

«Sacrifié» : tel est le mot de ralliement des commerces de proximité menacés d'étranglement par le poids des charges et la concurrence sauvage des grandes surfaces. Ci-dessous, le journaliste et écrivain Jean-Pax Méfret.



► « Trop d'impôt tue l'impôt, rappelle René. Trop de taxes, c'est pareil. Je comprends que certains se fassent payer de la main à la main. Aujourd'hui, avec tous ces prélèvements qui pompent le sang, on est souvent obligé de tricher pour survivre. Avant, c'était plus rare. C'était pas dans les mœurs. Ça me gêne un peu de m'y être mis aussi. Je suis un homme du passé. Il termine son verre. Il sourit. Nostalgique. La vieille école ! J'ai fait de belles choses. Avec de la vraie matière. Dommage que mon fils n'ait pas voulu prendre la relève. Il m'a trop vu tirer sur la corde pour arriver jusqu'à la fin du mois. Un artisan, avant de mettre l'argent dans sa poche, il paie d'abord tout le reste. Et souvent, il n'a plus que les yeux pour pleurer. Mon exemple a sans doute découragé mon garçon. Mais il est dans le bois, lui aussi. Il est chef de l'atelier menuiserie d'un grand magasin de bricolage ! En fait, il bosse pour ceux qui ont, indirectement, contribué à ma perte. C'est cruel, non ? En tout cas, et ça me fait mal de le dire, c'est plus raisonnable pour son avenir. »

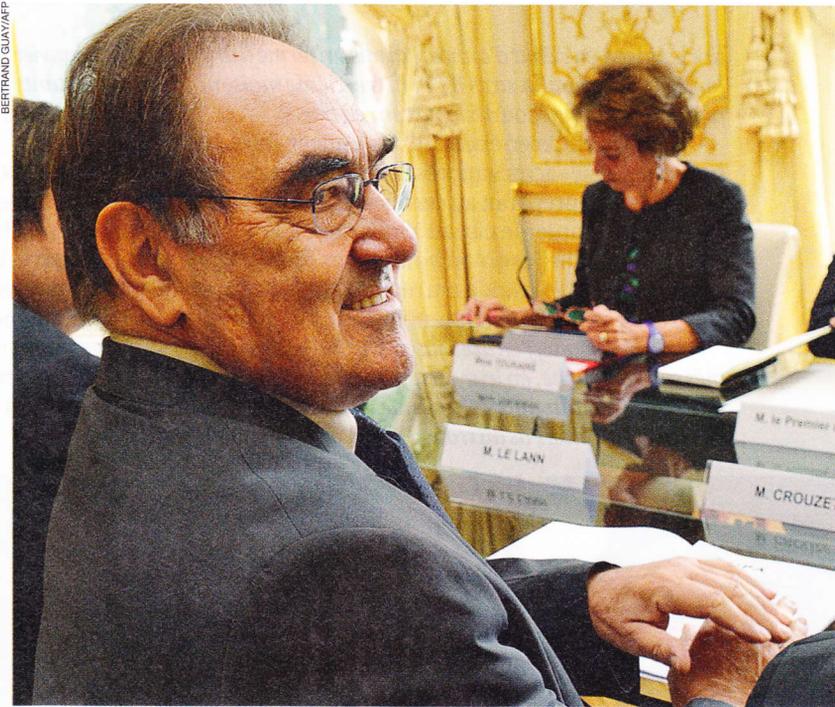
Chaque jour en France, 144 entreprises de proximité disparaissent. Plus de 55 000 pour la seule année 2013, conséquence du milliard d'euros de charges et de taxes supplémentaires qui ont frappé les artisans, les commerçants et les travailleurs indépendants !

« **Nous vivons un calvaire, soupire la dernière fleuriste de la commune.** Je passe mes journées à regarder mes roses se faner. Quand j'ai créé mon affaire, la TVA était à 5,5 %, puis à 7 %. Bientôt, elle sera à 20 %, sans compter les prélèvements obligatoires et l'impôt sur mes maigres revenus qui a augmenté aussi. En appliquant ces hausses, je vais être trop chère pour les rares clients qu'il me reste encore. Ils iront là-bas, dit-elle en pointant les deux hypermarchés. Et moi, j'irai aux olives et je mangerai des noix ! »

La jeune femme a le statut de travailleur indépendant, comme 64 % des petits entrepreneurs. C'est une "sacrifiée" sur le grand autel du plan social que le gouvernement prépare.

« Sacrifiés mais pas résignés ! », prévient Jean-Pierre Crouzet, président de l'Union professionnelle artisanale (UPA), fédération qui représente près de la moitié des entreprises françaises.

Depuis un mois, l'UPA a lancé une vaste campagne de mobilisation et de soutien des commerçants et artisans. Une vidéo (www.sauvonslaproximite.com) donne le ton, avec un message sur fond d'image d'un huissier délivrant un commandement : « Ils ont été choisis, car ils ne sont ni agressifs, ni dangereux. Le mode retenu est l'asphyxie, lente, silencieuse, mais certaine. L'asphyxie est progressive. Elle opère simplement par une augmentation continue des prélèvements obligatoires, charges sociales, impôts, taxes. Ils sont chefs d'entreprise de proximité, indépendants, artisans, commerçants. Ils ont tous été choisis pour être sacrifiés. Si rien n'est fait, la proximité va mourir. À terme, tout le monde sera touché. » « Au nom de la République, votre entreprise a été sélectionnée pour être sacrifiée », proclame l'officier ministériel



▲ Jean-Pierre Crouzet reçu à Malignon par Jean-Marc Ayrault, le 27 août 2013. Il exige, au nom de l'Union professionnelle artisanale, qui représente près de la moitié des entreprises françaises, des mesures immédiates pour baisser le coût du travail, indispensables pour éviter de nouveaux dépôts de bilan (à droite).

au commerçant. En même temps, un clerc colle l'affiche noire sur la porte vitrée du restaurateur.

L'UPA a lancé une campagne nationale auprès des habitants des quartiers, en les invitant à signer une lettre ouverte à François Hollande et Jean-Marc Ayrault : « En signant la pétition nationale "Sauvons la proximité", je m'oppose à l'asphyxie programmée des artisans et des commerçants de proximité.

Je veux que soit préservé le réseau des entreprises de proximité, qui a créé 650 000 emplois supplémentaires en dix ans au bénéfice de toute la collectivité

La pétition "Sauvons la proximité" veut intégrer les Français à la contestation des commerçants et des artisans.

nationale, qui contribue à la vie des quartiers, des centres-ville et des villages, qui forme 280 000 apprentis par an et qui permet aux savoir-faire français de rayonner à l'étranger. En tant que citoyen, je demande au président de la République et au gouvernement de mettre fin immédiatement à l'augmentation des prélèvements obligatoires infligée aux entreprises de proximité, de prendre des mesures ambitieuses de réduction du coût du travail et d'écouter enfin les représentants des entreprises employant jusqu'à 50 salariés, soit 98 % du total des entreprises françaises. »

En un mois, un demi-million de signatures ont déjà été recueillies pour s'opposer à cette « double peine » dénoncée par l'UPA. À moins qu'ils aient été abusés par l'expression, même Jamel Debbouze et Guy Bedos ont apposé leur paraphe de soutien au bas de la protestation que leur a présentée leur fromager affineur de l'île Saint-Louis.

L'objectif de l'UPA est d'intégrer le peuple de France à la contestation qui se propage. En libre



PRM/SIPA

déclare forfait. « Divorcée, deux enfants à charge, je n'arrive plus à me payer ! J'ai demandé de l'aide auprès des différents services, mais je n'y ai pas droit, car mon entreprise a plus d'un an ! Rien, non plus, de la part des services sociaux, car je reçois une pension alimentaire pour mes enfants ! Les clients désertent l'endroit, car le stationnement est horriblement cher et lourdement sanctionné. Je touche le fond ! Et je me prépare à cesser mes activités, malgré les regrets de fidèles qui redoutent une nouvelle fermeture de magasin dans la ville. »

Si les boutiques ferment après l'église et la caserne, beaucoup de communes risquent de devenir des villes mortes.

Si l'on n'y prend pas garde, de nombreuses communes risquent, en effet, de devenir des villes mortes. Et peu à peu, partout en France, en milieu urbain et rural, la population commence à prendre conscience du grand vide que pourrait provoquer la disparition des commerces de proximité. « Après la destruction des églises, la suppression des casernes, c'est le tour des boutiques ? » s'interroge un habitant du Touquet.

Dans la rue Saint-Jean, qui conduit à la mer, il a, lui aussi, affiché sur sa vitrine son état d'âme de sacrifié. La ville n'est pourtant pas la plus touchée par le séisme fiscal qui menace les commerces. « Mais ça permet aux gens d'être mieux informés sur notre situation. De découvrir qu'il y a peu de nantis chez nous, comme certains l'imaginent souvent, de comprendre que nous sommes tous dans le même bateau. L'entreprise génère l'emploi, forme des jeunes, développe un tissu social, une convivialité. Les magasins, le bistrot, l'épicier font partie intégrante des villes et des villages. »

Une commune sans boutiques est une forêt sans arbres. Un territoire de déprime. Une société déshumanisée. La région du grand Nord-Ouest est particulièrement touchée. Depuis le début de l'année, le chiffre d'affaires des entreprises de proximité ne cesse de décroître. « Je comprends ces commerçants, m'explique une mère de famille de Béthune, femme d'un électricien à bout d'énergie. Le problème, c'est que le pouvoir d'achat a baissé chez nous aussi. À choisir entre l'épicerie du village et le centre commercial, je préfère m'approvisionner au supermarché et profiter des promos. Même chose ▶

parole, les commerçants et artisans livrent leur témoignage pour faire découvrir leur vécu et rallier à leur cause des consommateurs qui, jusque-là, ignoraient leurs problèmes. Ici, c'est le dernier libraire d'une commune moribonde qui succombe à la concurrence des sites de vente en ligne. Là, c'est un artisan en faillite qui n'a pas droit aux allocations chômage et vit du RSA. Plus loin, c'est un chef d'entreprise en dépôt de bilan qui détaille sa situation : « Douze ouvriers au chômage ! Un million d'euros de travaux signés, 100 000 déjà effectués. Les banques n'ont pas suivi, pas un centime de découvert autorisé, pas de caution bancaire. Que des dettes avec majoration : Urssaf, TVA et j'en passe... »

Ailleurs, c'est un restaurateur, en entreprise familiale avec sa compagne et un apprenti, qui raconte : « Nous bossons en moyenne 90 heures par semaine et 49 semaines par an pour gagner 18 000 euros net après apurement de toutes les charges, taxes diverses, ponctions exorbitantes du Régime social des indépendants, Urssaf, etc. » C'est aussi la gérante d'un petit commerce en Isère qui



Impôts La double peine des travailleurs indépendants

Artisans, commerçants, professionnels libéraux ou agriculteurs, 2,3 millions de chefs d'entreprise exercent leur activité sous le statut de travailleur indépendant. Ils paient l'impôt sur le revenu tout en étant assujettis à la fiscalité des entreprises. Ces deux contributions, qualifiées de « double peine », ont fortement augmenté depuis 2012 et des

prélèvements supplémentaires vont s'ajouter jusqu'en 2017. 37 % des entreprises françaises sont concernées par ces mesures, qui vont provoquer une nouvelle vague de dépôts de bilan. Le pire est que les hausses de TVA appliquées aux artisans sont destinées à financer des mesures de compétitivité et d'aide aux entreprises auxquelles ils

n'ont pas droit ! En conséquence, les travailleurs indépendants réclament le retrait de toutes les charges sociales supplémentaires qui leur sont abusivement imposées. Ils demandent également la révision du mode de calcul de leur impôt sur le revenu, afin que les bénéfices réinvestis dans l'entreprise n'y soient plus soumis. J.-P. M.

DENIS LAMBERT/LE MANE LIBRE/MAXPPP



AFP

pour les vêtements. Les temps ont changé. Avant, je bénéficiais de la défiscalisation des heures supplémentaires, pour faire une cagnotte qui me permettait une petite folie dans un magasin de la ville. Mais ça, comme on a dit, c'était avant ! lâche-t-elle dans un sourire amer. Aujourd'hui, on ne peut plus. Je suis à 5 euros près. Notre famille est dans la panade, j'attends le versement des allocations pour aller acheter deux ou trois bricoles aux enfants pour Noël. L'aîné veut un jeu vidéo. Je le lui avais promis pour ses 12 ans. Le magasin accepte de me faire un crédit sur un an ! Il l'aura. »

L'appartement reste coquet. Un portrait de Jaurès est accroché au mur. « C'est pour lui que j'ai voté pour "eux", commente-t-elle. Par tradition. Mon grand-père, mon père étaient mineurs. Et moi, j'étais... naïve. En réaction, je vais signer la pétition de soutien aux "Sinistrés". Je suis solidaire de mon mari et

Même les supérettes sont menacées d'asphyxie financière. À droite : affiche du mouvement poujadiste. La situation d'aujourd'hui rappelle celle de 1956.

de tous ceux qui luttent contre cette injustice qui frappe le petit commerce, qui nous étouffe et nous réduit à l'état de miséreux. Si le gouvernement accède à notre demande, ça rééquilibrera peut-être la situation. »

Rien n'est moins sûr. Même si, en janvier prochain, les assises de la fiscalité annoncées par Jean-Marc Ayrault débouchent sur des mesures apaisantes, celles-ci ne seront effectives qu'à partir de

Le gouvernement Ayrault fait miroiter des allègements pour 2015, quand c'est aujourd'hui que se joue la survie des entreprises de proximité.

2015. Les entreprises de proximité veulent des décisions immédiates. Avec, en priorité, le retrait des nouvelles charges sociales de janvier 2013 et le remplacement du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi par une baisse directe du coût du travail.

Le gouvernement joue gros sur ce dossier. À l'approche des élections, le risque de l'émergence d'un néopoujadisme préoccupe de nombreux hommes politiques de la majorité. En 1953, c'est l'exaspération des commerçants et des artisans en révolte contre les hausses d'impôts qui provoqua l'ascension fulgurante de Pierre Poujade, 33 ans, un modeste syndicaliste, papetier à Saint-Céré, dans le Lot. Poujade prit la tête de la révolte fiscale en s'opposant par la force aux contrôles menés par les agents du ministère des Finances, en organisant des manifestations de rue qu'il conduisait lui-même dans tout le pays, en galvanisant ses partisans contre « l'État vampire » lors de rassemblements de plus en plus suivis. Deux cent mille personnes réunies à la Porte de Versailles, à Paris, le 24 janvier 1955, aux assises de son Union de défense des commerçants et artisans (UDCA). Un an plus tard, lors des élections législatives de janvier 1956, qui ont lieu à la proportionnelle, avec 11 % des suffrages exprimés, 52 députés poujadistes entraient à l'Assemblée nationale sous l'étiquette d'Union et Fraternité française. Parmi eux, un jeune homme de 27 ans : Jean-Marie Le Pen. ● J.-P. M.

Pétition La contestation s'amplifie

Nouveaux arrivés sur le front de la contestation : les "asphyxiés" de l'Union nationale des professions libérales, qui regroupe médecins, pharmaciens, avocats, notaires ou architectes. La semaine dernière, ils distribuaient leur pétition dans Paris : "Les métiers de la vie, moi j'y tiens". Dans les salles d'attente de leurs cabinets, une pancarte prévient : "Les métiers de la vie en danger". Leur première revendication vise la réforme fiscale envisagée par Jean-Marc Ayrault avec la fusion de la CSG avec l'impôt sur le revenu. « Si ce projet passe, il pourrait aboutir à un quadruplement de la CSG pour les professions libérales ! s'insurge Michel Chassang, président de l'UNAPL. Il est hors de question qu'on se laisse faire. » Après les Pigeons, qui ont fait reculer le gouvernement sur la taxation des plus-values de cession d'entreprises, les Pousins, qui refusent la réforme du statut d'auto-entrepreneur, les "tondus", les "bonnets rouges", les "plumés" et les "sacrifiés", c'est au tour des "asphyxiés" d'entrer dans la ronde. Le premier ministre n'a pas fini d'avoir le tournis. J.-P. M.

